



*Pôle Stratégie, Médias et  
Communication*

Paris, le 13 mai 2013

**Discours de Jean-Marc Ayrault, Premier ministre  
A l'issue des entretiens avec les partenaires sociaux  
Hôtel de Matignon  
Lundi 13 mai 2013**

La journée a été longue et a été particulièrement dense et riche.

J'ai tenu, accompagné de plusieurs membres du gouvernement, à rencontrer chaque organisation syndicale et chacune des organisations patronales. L'objet de cette rencontre, c'est la préparation de la deuxième conférence sociale qui se tiendra au siège du Conseil économique et social et environnemental les 20 et 21 juin prochains. Ces échanges ont été particulièrement riches, j'allais dire, passionnants parce que, au fond, ce que j'ai ressenti en discutant avec les représentants du patronat comme des organisations syndicales de salariés, c'est qu'il y avait un même défi qui est celui du redressement du pays. Personne n'a envie de subir une crise sans réagir et sans se mobiliser. C'est un sentiment très fort que j'ai ressenti en discutant avec chacun d'entre eux.

Ce qui a mobilisé nos échanges, c'est d'abord la question de l'emploi. Cette deuxième conférence sociale du mois de juin prochain minutieusement préparée portera bien sûr sur la relance de notre économie, sur l'investissement, sur la politique de l'emploi mais en commençant par faire un bilan de ce qu'a permis d'engager la première conférence sociale. Les emplois d'avenir sont issus de la première conférence sociale ; les contrats de génération aussi ; la négociation sur la sécurisation de l'emploi est issue de la feuille de route de cette première conférence sociale. Et puis, le pacte pour la croissance, la compétitivité, et l'emploi avait fait l'objet de débats approfondis sur l'avenir de notre industrie. Donc nous en ferons un bilan précis.

Mais surtout, c'est vers l'avenir que nous nous projetons.

Il y a d'autres chantiers qui vont être ouverts grâce à la négociation sociale, grâce au dialogue social qui est la clé de la réussite pour réussir les réformes. Nous allons engager le chantier de la réforme de la formation professionnelle. L'objectif est de mobiliser les moyens en discutant avec les partenaires sociaux, en mobilisant tous les acteurs d'abord en faveur des demandeurs d'emploi, en faveur des jeunes, en faveur des salariés les moins qualifiés.

Le deuxième grand chantier, c'est celui de la préparation des filières d'avenir. Bien sûr, le gouvernement va engager des programmes d'investissement pour faciliter la préparation des métiers du futur. Mais d'ores et déjà, dans cette conférence sociale, nous voulons aborder les moyens d'y parvenir et surtout de préparer les jeunes et les salariés à cette mutation.

Dans cette conférence sociale, il sera bien sûr question des conditions de travail. Nous avons avancé sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ; nous avons avancé sur la qualité de vie au travail. Une négociation est actuellement en cours, j'espère qu'elle aboutira. Mais resteront des questions qui sont celles de tous ceux qui travaillent dans les entreprises privées comme publiques, les conditions de travail, la santé au travail, les risques psychosociaux, tout ce qui fait la qualité de vie au travail doit être encore amélioré.

Et puis, il y a l'avenir de notre système de protection sociale. Je pense en particulier au chantier des retraites. Je vais être très clair : certains pensent que le Gouvernement voudrait aller vite, à la hussarde ; il n'en est absolument pas question. Cela a été pour moi l'occasion de le préciser : en juin, nous disposerons de scénarios sur la base d'un rapport présenté par la commission présidée par Madame Moreau. Et à la conférence sociale, nous aurons sur la table toutes les options possibles qui pourront faire l'objet d'échanges approfondis. Puis s'engagera, le temps nécessaire, la discussion avec les partenaires sociaux.

Donc il n'y a pas là de notre part urgence ou diktat ; il y a volonté de prendre les problèmes à bras le corps, de les traiter avec une méthode qui est celle du dialogue social.

Enfin, à l'occasion de cette conférence sociale, il y aura une partie des travaux qui sera consacrée à l'avenir de nos services publics. Les services publics concourent à la solidarité entre les Français, à la solidarité territoriale. Mais si on veut sauver le modèle du service public à la française, il faut savoir aussi, en l'évaluant, le réformer et en sachant que les services publics participent aussi à l'attractivité et à la compétitivité du pays.

Donc en résumé, une adhésion partagée très forte au dialogue social, qui fait maintenant partie du paysage politique, économique et social de notre pays, qui est en quelque sorte la marque de fabrique de ce Gouvernement, qui n'est pas une posture, mais qui est une conviction.

Pour réussir le redressement, lancé par le président de la République depuis son élection, il faut des réformes. Et pour que les réformes soient réussies, elles doivent être partagées. Elles ne pourront pas l'être si elles ne font pas l'objet de dialogue, si elles ne font pas l'objet de négociations. Un an après la première conférence sociale, la méthode a porté ses fruits, la méthode montre que c'est la bonne voie. Elle doit être perfectionnée, c'est la conviction que j'ai pu partager aujourd'hui avec les représentants des organisations syndicales et patronales qui partagent avec le gouvernement l'ambition du redressement du pays.

Je vous remercie.